

U PROLO

Dans les P.T.T.

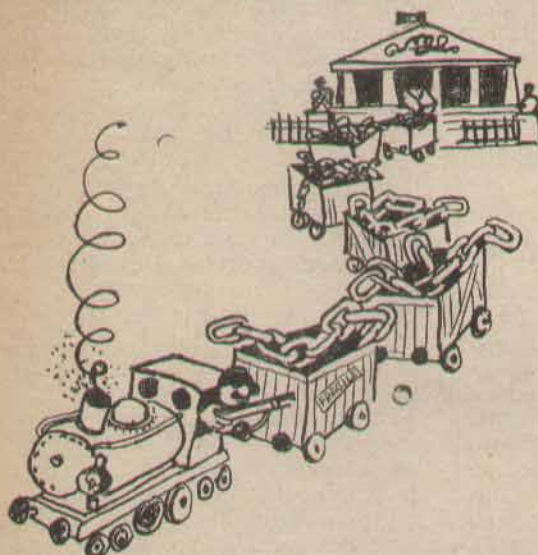
Vers l'inaction

Voici maintenant un mois que Daladier a refusé catégoriquement de satisfaire les légitimes revendications des fonctionnaires et aucune forme d'action concrète n'a encore été élaborée.

Sous prétexte de démocratie syndicale, les différents organismes syndicaux ont rejeté la responsabilité du déclenchement de la grève immédiate et illimitée, et la consultation des adhérents s'est effectuée d'une façon étriquée.

Par avance, les dirigeants, sur le plan régional, national ou fédéral, cherchent à dégager leurs personnalités et à se mettre à l'abri des critiques consécutives aux échecs inhérents à leur activité.

Un Comité régional restreint des Employés des P.T.T. a été convoqué à Paris le mercredi 29 juin. Fleury a attaqué tout ce qui n'est pas stalinien. Il a reproché au Cartel des fonctionnaires et des Services publics son attitude de capitulation. Il a falsifié, selon la méthode stalinienne, l'appréciation, parue dans la presse, du secrétaire administratif de la Fédération Postale sur la démagogie du parti communiste dans la question des traitements des fonctionnaires. Mais le comble de la duplicité fut atteint lorsqu'il émit des doutes sur les chances de succès d'un ordre comportant l'arrêt du travail et suspecta les secrétaires des sections de base du fait des démissions nombreuses résultant de la carence syndicale. Fleury, par démagogie, bavarda pour l'action (en ne la précisant pas), mais foncièrement il agit contre toute action qui engendrerait un conflit entre l'Etat exploiteur et ses « serviteurs ».



Train de vacances

pour les travailleurs

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »

Le DÉPART A. RASTIDE

de Pontigny !



ce n'est pas la trahison archiconnue des Belin et autres nombreux bureaucrates qui sont habitués aux idylles des loges franc-maçonniques, c'est la duperie des « opposants » du « Centre d'Action syndicale ».

Nous ne pouvons qu'approuver la dénonciation faite par « le Cercle Lutte de Classes » du bloc voulu et réalisé avec les réformistes par « la Révolution prolétarienne » et « le Libertaire » :

« D'une manière générale, rien ne distingue essentiellement la politique menée, dans la C.G.T., réunifiée, par les dirigeants ex-confédérés et les dirigeants ex-unitaires ».

Rien ne les distingue sur les questions internationales, rien ne les distingue sur les questions des revendications ouvrières, rien ne les distingue même, sauf la manière d'opérer, sur leur mépris des travailleurs et les violations de la dé-

La discussion a permis de constater que les camarades ex-unitaires avaient pour mission de faire des interventions gauchistes. Par cela même, ils donnaient raison à ceux qui, depuis l'avènement du Front populaire, ne cessent de dénoncer et de condamner les dirigeants des organisations dites ouvrières qui entraînent progressivement le prolétariat à la défaite.

Ala fin des débats, Cougnenc (secrétaire général du Syndicat), vint apporter son point de vue sur la situation et démontrer quelque peu les assertions contenues dans un ordre du jour de la Région ; mais cela ne saurait cependant le blanchir. La lutte entre staliniens et réformistes est toujours des plus nauséabondes et ne constitue effectivement qu'une « lutte de places ».

A ce moment l'atmosphère se transforma. Depuis les congrès de Vichy, deux ordres du jour, insérés dans « la Bataille des P.T.T. » et dans « l'Humanité », utilisaient abusivement l'importance du nombre des syndiqués. Le dernier en date, précédé d'un gros titre : les 10.000 employés parisiens félicitent le Parti communiste, concrétisait une méthode basée sur le mensonge et la calomnie. Jamais les adhérents de la Région parisienne n'avaient été appelés à adresser des félicitations au Parti communiste. D'ailleurs, il suffit d'indiquer que la moitié des responsables des sections ont montré leur opposition au passage relatif au parti communiste, lors du vote de l'ordre du jour qui, tardivement, avait été ramené à une consultation, du reste trop restreinte.

C'est ainsi qu'on peut se rendre compte de la conception particulière de la démocratie syndicale du Bureau régional des Employés de Paris. Selon les intérêts de cet organisme et du parti auquel il est lié, tantôt les postiers sont placés devant un fait accompli, tantôt ils sont amenés à subir une procédure de temporisation dont la durée ne peut que les desservir et briser leur combativité.

Qu'entre chaque section, qu'entre chaque catégorie et qu'avec toutes les corporations, ils créent une liaison solide et constante qui leur permettra d'agir rapidement et de passer à l'action directe avec tous les atouts pour la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie.

Une proposition de front unique au P.S.O.P.

Nous avons envoyé au P.S.O.P. la lettre suivante :

Ayant remis cette lettre au Bureau lundi dernier, Pivert nous déclara que la direction nationale du P.S.O.P. avait renoncé à une manifestation de rue et que la direction régionale devait se réunir ultérieurement. Notre lettre devait y être lue. Nous ferons connaître la réponse qui nous aura été faite.

Camarades, La venue en France des souverains britanniques est l'occasion d'une mobilisation formidable de l'impérialisme français. Elle s'accompagne dès maintenant d'une répression policière accentuée (saisies de « La Commune » et du « Libertaire », expulsions par milliers de travailleurs étrangers).

Une riposte à ces manifestations de préparation à la guerre impérialiste doit, pour avoir une force suffisante, être assurée par un front unique des organisations d'avant-garde. C'est pourquoi nous vous proposons que les modalités de manifestations communes soient examinées et préparées en commun par les organisations qui, comme la nôtre, manifesteront en cette circonstance. En effet, vous annoncez, dans le dernier numéro de « Juin 36 », une manifestation pour le 19 juillet. Notre organisation estime que les forces et l'influence actuelles des organisations d'avant-garde ne permettent pas de contre-manifestation sur le parcours, ni même de passer outre à l'interdiction inévitables d'une réunion publique. Nous pensons que le prolétariat peut être alerté par tracts, papillons ; que c'est dans les quartiers ouvriers, sur les marchés, lieux de pointage des chômeurs, que c'est également par des démonstrations dans les usines et bureaux que l'avant-garde peut efficacement s'opposer au torrent chauvin.

Une délégation de notre organisation est prête à se rencontrer avec vous au plus tôt pour préparer une riposte aux manifestations de l'impérialisme français.

mocratie ouvrière. Rien ne les distingue, sauf une servilité différente à des maîtres différents, le capitalisme français et la bureaucratie soviétique.

Contre « le Centre d'Action syndicale contre la guerre », avec les minorités rassemblées par

Il n'y a pas d'équivoque possible : le bloc avec les villégiaturistes de Pontigny, ou le bloc des révolutionnaires.

« L'Ecole Emancipée », tels doivent être les mots d'ordre des révolutionnaires dans le mouvement syndical. Il importe à ce sujet que chacun se situe avec précision. Notamment, il importe que les militants du P.S.O.P. (sans se couvrir du voile mensonger de « l'indépendance du syndicalisme ») prennent sur ce point une position claire. On ne peut combattre Blum et Paul Faure si l'on soutient Jouhaux et Frachon par l'intermédiaire de Dumoulin et Cie.

Grâce au Front Populaire Doriot parle au Havre

Mais des centaines d'ouvriers appliquent nos mots d'ordre

Le 1^{er} juillet, Doriot devait parler au Havre à 20 h. 45.

Les groupements du F.P. convoquèrent les travailleurs à la salle Franklin pour 18 heures ; là, les orateurs s'employèrent à faire admettre aux prolétaires qu'ils s'abstiennent de toute action contre les fascistes pour la soirée.

Mais, malgré cela, dès avant 20 heures, des centaines d'ouvriers se pressaient aux abords de la réunion fasciste et se heurtaient aux barrières des flics et des gardes-mobiles.

Déjà on commence à se battre, des copains sont blessés. Mais après les charges du service d'ordre, on se regroupe en masses compactes. Vers 22 h. 30, le chef stalinien J. Le Troadec arrive devant le principal barrage, rue Thiers, et essaie d'appeler au calme. Mais sa voix est aussitôt couverte par les cris : Doriot au poteau ! A bas les freineurs ! Aussi doit-il se retirer.

Après lui, un copain invite les camarades à forcer le barrage ; il est vivement applaudi. Les flics chargent avec une violence inouïe. Des femmes sont frappées. Les mobiles sortent avec leurs mousquetons. Un quart d'heure après, notre groupe est reformé. Les copains du rayon du P.C.I. du Havre, et nos sympathisants, appelés par « le Prolétaire », sont au premier rang, face aux flics, scandant nos mots d'ordre et les chants révolutionnaires.

Tous les travailleurs présents manifestent leur mécontentement contre les dirigeants du Front populaire qui les laissent sans ordres et sans armes. Le Troadec se fait vivement engueuler.

Il faut des milices ouvrières solidement armées, telles que, seuls, au Havre, « le Prolétaire » et « la Commune » les préconisent.

Nos publications

VIENT DE PARAITRE :

« La bête trotskyste » explique...
AUX METALLIS TRAHIS...
POURQUOI ET COMMENT
LES QUARANTE HEURES
ONT ETE ABANDONNEES

(La grève du 24 mars au 16 avril)
Rédigée par des métallos, une brochure
de 20 pages : 0 fr. 50.

Manifestations de chômeurs

CHARGÉE d'enterrer le mouvement des chômeurs, l'Union des Syndicats de la Seine s'est vue obligée de faire quelque chose apparemment pour que les sans-travail ne lui échappent pas totalement.

Aussi, samedi dernier, une délégation fut envoyée chez Daladier, qui la fit recevoir par un sous-ordre quelconque, chargé de bredouiller la réponse classique dans ces cas-là : prenons bonne note, étudierons soigneusement, ferons tout ce que nous pourrons...

Et puis, des manifestations furent organisées localement. Les chômeurs devaient se rendre des centres syndicaux aux mairies pour déposer leurs revendications. Bien entendu, les chômeurs avaient été invités à se montrer dignes, corrects, sages et tout et tout ; il ne pouvait être question de luttes.

Aussi, dans la plupart des cas, les manifestations consistèrent en ballades de quelques centaines de chômeurs, plus ou moins bien groupés, sans pancartes, sans cris, sans chants. Le nombre des chômeurs présents fut bien inférieur au nombre de chômeurs véritables.

Le chômage augmente et les perspectives pour l'automne, après les vacances que les chômeurs ne connaîtront évidemment pas, sont un accroissement du chômage encore. Plus de 60 millions dépensés, par un vote unanime des Chambres, pour recevoir le roi et la reine d'Angleterre, des millions accordés sans difficulté pour les soulographes du 14 juillet, mais pas un sou pour ceux dont les patrons ne peuvent pas tirer de plus-value. Les chômeurs réorganiseront leurs comités, ils se refuseront à servir de bétail électoral, ils prépareront des manifestations, avec les travailleurs encore occupés à la production, contre les 45 heures, pour une semaine de travail inférieure à 40 heures même, si les 40 heures ne suppriment pas le chômage. Ils imposeront des allocations meilleures et l'exonération des loyers.

Les chômeurs, ils n'ont plus rien à perdre, ils n'écouteront plus des bureaucrates, des permanents qui ne vivent pas de misérables allocations, ils suivront les « trotskystes », les seuls qui, sans cesse, ont préconisé le combat pour imposer à la société capitaliste le soutien des prolétaires réduits au chômage.